

Brochure n° 3364

Convention collective nationale  
**RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS**  
IDCC : 2796. – **Personnel de direction**

---

Brochure n° 3366

Convention collective nationale  
**RÉGIME SOCIAL DES INDÉPENDANTS**  
IDCC : 2798. – **Employés et cadres**

---

ACCORD DU 20 MARS 2012  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> MAI 2012

NOR : ASET1250767M

IDCC : 2796, 2798

---

Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 123-1, L. 123-2 et L. 611-4 ;

Vu le code du travail, notamment les articles L. 2241-1 et suivants et L. 2242-15 et suivants ;

Vu la convention collective du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants du 20 mars 2008, IDCC n° 2798 ;

Vu la convention collective du personnel de direction du régime social des indépendants du 20 mars 2008, IDCC n° 2796 ;

Vu l'accord du 2 juin 2009 relatif à la classification du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants ;

Vu l'accord du 2 juin 2009 relatif à la classification du personnel de direction du régime social des indépendants,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les parties signataires ont conduit la négociation salariale 2012 et ont rapproché leurs positions afin de parvenir à la mise en œuvre de mesures collectives bénéficiant au personnel du régime social des indépendants.

La délégation employeurs réaffirme sa volonté de voir mis en œuvre en 2013 le dispositif de part variable de rémunération visé par l'article 6 de l'accord du 2 juin 2009 relatif à la classification du personnel des employés et cadres.

Elle confirme également sa détermination à voir aboutir rapidement la négociation ouverte pour l'application de la prime de mission nationale visée à l'article 37 de la convention collective du personnel des employés et cadres du 20 mars 2008.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Champ d'application*

Le présent accord s'applique aux salariés visés par la convention collective du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants, ou la convention collective du personnel de direction du régime social des indépendants, susvisées.

## **Article 2**

### *Rémunération permanente. – Employés et cadres*

Les salariés relevant de la convention collective du personnel des employés et cadres, présents au 30 avril 2012, bénéficient, dans les conditions définies par le présent article, d'une augmentation de 6 points d'indice s'imputant sur la plage d'évolution salariale définie par l'accord relatif à la classification du personnel des employés et cadres du régime social des indépendants du 2 juin 2009, dans les limites du niveau maximum de classification de l'emploi exercé.

Pour l'application de cette augmentation, les salariés présents au 30 avril 2012 et rémunérés sur la base du salaire minimum de croissance sont considérés comme se situant à l'indice 234.

L'annexe I à l'accord relatif à la classification du personnel des employés et cadres susvisé, est modifiée comme suit :

### « ANNEXE I

#### Grille de rémunération au 1<sup>er</sup> mai 2012

La grille de rémunération déterminée à l'article 6 du présent accord, qui comporte pour chaque niveau de classification deux coefficients définissant la plage d'évolution salariale de ces niveaux, est fixée ainsi qu'il suit :

#### *A compter du 1<sup>er</sup> mai 2012*

NIVEAU	COEFFICIENT de base	COEFFICIENT maximum
I	234	256
II	256	316
III	286	366
IV	326	406
V	366	486
VI	416	576
VII	486	666
VIII	556	756
IX	706	926

En conséquence, le salaire de base des salariés visés par le présent accord ne pourra être fixé à un coefficient inférieur au coefficient de base ainsi fixé. »

### Article 3

#### *Prime exceptionnelle. – Employés et cadres*

Les salariés relevant de la convention collective du personnel des employés et cadres présents au 30 avril 2012, et dont le salaire mensuel normal, y compris la prime d'ancienneté et la garantie de rémunération visée à l'article 14 de l'accord relatif à la classification susvisé, se situe au-dessous de l'indice 361, bénéficient d'une prime exceptionnelle de 150 €.

### Article 4

#### *Indemnisation des déplacements professionnels*

Afin de contribuer au financement des mesures de relèvement visées par le présent accord, à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012, le premier alinéa de l'article 51 de la convention collective des employés et cadres est rédigé comme suit :

« Les frais de repas sont remboursés sur présentation du justificatif, et dans la limite du montant fixé par l'accord collectif applicable aux cadres et agents d'exécution des organismes du régime général. »

### Article 5

#### *Rémunération permanente. – Agents de direction*

Les salariés relevant de la convention collective du personnel de direction présents au 1<sup>er</sup> mai 2012 bénéficient, dans les conditions définies par le présent article, d'une augmentation de 6 points de leur coefficient de rémunération dans la plage d'évolution salariale de leur niveau.

Il est inséré une annexe II *bis* à l'accord du 2 juin 2009, relatif à la classification du personnel de direction du régime social des indépendants, ainsi rédigée :

#### « ANNEXE II *BIS*

Plage d'évolution salariale applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2012

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2012, la plage d'évolution salariale applicable aux agents de direction, en application de l'article 6 du présent accord, est fixée comme suit :

#### Organismes de catégorie I

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM	MAXIMUM
IV	1 296	1 556
III	996	1 286
II	896	1 156
I	816	1 056

#### Organismes de catégorie II

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM	MAXIMUM
IV	1 156	1 406
III	896	1 156

NIVEAU	MINIMUM	MAXIMUM
II	816	1 056
I	736	946

### Organismes de catégorie III

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM	MAXIMUM
IV	1 056	1 286
III	816	1 056
II	736	946
I	676	916

### Caisse nationale

#### *Personnel de direction autre qu'en mission*

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM	MAXIMUM
IV	1 296	1 556
III	1 156	1 406
II	996	1 286
I	896	1 156

#### *Personnel de direction en mission*

(En euros.)

	MINIMUM	MAXIMUM
Directeur de mission équivalent à directeur d'organisme de catégorie I	1 296	1 556
Directeur de mission équivalent à directeur d'organisme de catégorie II	1 156	1 406
Directeur de mission équivalent à directeur d'organisme de catégorie III	1 056	1 286
Agent de direction en mission équivalent à directeur adjoint ou agent comptable d'organisme de catégorie I	996	1 286
Agent de direction en mission équivalent à directeur adjoint ou agent comptable d'organisme de catégorie II	896	1 156
Agent de direction en mission équivalent à directeur adjoint ou agent comptable d'organisme de catégorie III	816	1 056

## Article 6

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord constitue un tout indivisible. Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'agrément ministériel visé aux articles L. 123-1 et L. 123-2 du code de la sécurité sociale.

En cas d'opposition régulière au présent accord, celui-ci ne produira aucun effet et ne pourra être considéré comme comportant un engagement unilatéral de la partie employeur.

Il sera déposé par la partie la plus diligente conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Denis, le 20 mars 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

RSI.

#### **Syndicats de salariés :**

PSTE CFDT ;

PSE CFTC.